

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 9 au 13 septembre 2024

Le chiffre de la semaine

500M£

C'est le montant de la subvention que le gouvernement a confirmé qu'il accorderait à Tata Steel pour la transition de son aciérie de Port Talbot vers des fours à arc électrique.

Energie-climat

Le gouvernement cherche un nouvel avenir à la raffinerie de Grangemouth

Petroineos, la co-entreprise entre le groupe pétrochimique britannique Ineos et le chinois PetroChina, a confirmé la fermeture en 2025 de l'unique raffinerie écossaise de Grangemouth, en perte depuis plusieurs années. Elle devrait être reconvertie en terminal d'importation des carburants, entraînant la suppression de 400 emplois. Les gouvernements britannique et écossais ont annoncé un plan de 100 M£ pour soutenir les travailleurs licenciés et développer de nouvelles activités sur le site. A ce stade, trois pistes sont à l'étude : la production d'hydrogène bas-carbone, de carburants synthétiques ou de carburants aériens durables.

Commissions parlementaires – Elections des présidents

Les députés ont élu le travailliste **Toby Perkins** à la tête de *l'Environmental Audit Committee*, chargé d'évaluer les politiques écologiques menées par le gouvernement. Le travailliste **Bill Esterson** sera le Président de la commission pour la sécurité énergétique et la neutralité carbone, tandis que le LibDem **Alistair Carmichael** a obtenu la tête de la commission pour l'environnement, l'agriculture et la ruralité, chargée de superviser l'activité du ministère éponyme.

Ce sont également des députés travaillistes qui prennent la tête des commission commerce et entreprises (**Liam Byrne**), Logement, communautés et administration locale (**Florence Eshalomi**), science, innovation et technologie (**Chi Onwurah**) et transports (**Ruth Cadbury**).

Environnement

Plusieurs ONG alertent sur les failles du dispositif « Biodiversity Net Gain »

Dans une lettre adressée à Angela Rayner, vice-première ministre, en charge notamment du logement, 8 ONG et organisations professionnelles soulignent l'existence de plusieurs failles qui permettent aux promoteurs immobiliers de s'exonérer de l'obligation d'améliorer d'au moins de 10 % net la biodiversité lors de la construction de nouveaux projets. La réglementation actuelle prévoit en effet que certains « petits projets » d'infrastructure, comme l'installation de mobilier urbain, ou projets d'auto-promotion de moins de 9 logements sur une surface intérieure à 0,5 hectare ne sont pas soumis à cette réglementation. Selon le Green Finance Institute, seulement 0,5 % des demandes de permis de construire envoyées aux autorités de planification depuis février 2024 sont soumises à la règle du « Biodiversity Net Gain », laissant craindre une exploitation abusive de ces failles par les promoteurs.

Une ONG appelle à racheter les terres détenues par des propriétaires privés afin de renforcer la protection de l'environnement

L'ONG [*Campaign for National Parks*](#) appelle au renforcement des pouvoirs des autorités de tutelle des parcs nationaux afin que celles-ci puissent acheter plus facilement le foncier détenu par les propriétaires privés et *in fine* mieux protéger la biodiversité. En effet, les propriétaires privés détiennent encore près de 90 % de la superficie totale des parcs nationaux.

Transports

La Chambre des Communes approuve le premier projet de loi déposé par le Gouvernement en vue de la nationalisation du transport ferroviaire

La Chambre des Communes a approuvé en troisième lecture la *Passenger Railway Services Public Ownership Bill*, projet de loi déposé par le gouvernement en juillet pour permettre la nationalisation du transport ferroviaire. Cette législation aura pour effet d'instaurer une « présomption en faveur » de l'exploitation des services de transport de passagers par le secteur public, alors que l'État n'a aujourd'hui vocation à intervenir que comme exploitant de dernier ressort si l'exploitation par le secteur privé est impossible. Le projet est encore en cours d'examen par la Chambre des Lords, qui pourra proposer des amendements. Le gouvernement a également annoncé la mise en place d'un préfigurateur de Great British Railways, qui sera l'organe public qui agira à la fois comme gestionnaire du réseau, exploitant des services de transport de passagers et autorité organisatrice du transport ferroviaire en Grande-Bretagne.

Plusieurs cabinets d'ingénierie jugent indispensable la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire entre le centre et le Nord de l'Angleterre dans la prochaine décennie

Selon une [étude](#) menée par plusieurs cabinets d'ingénierie, dont Arup et Mace, à la demande des maires de Birmingham et Manchester, la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Birmingham et Manchester dans la prochaine décennie serait indispensable pour éviter une saturation du réseau. Cette ligne reprendrait le tracé du tronçon Nord de la future LGV HS2, qui avait été annulé en 2023 par le gouvernement de Rishi Sunak en raison de son coût. Elle pourrait ainsi utiliser les emprises foncières déjà acquises pour le projet HS2. Il pourrait cependant s'agir d'une ligne classique, ce qui réduirait son coût de 25 à 40% par rapport à une LGV et permettrait une construction plus rapide.

L'étude souligne la nécessité de trouver « un mode de financement et de construction alternatif », afin de limiter le poids du projet pour les finances publiques. Elle cite notamment la LGV Tours-Bordeaux comme modèle de financement.

Industrie

Le gouvernement confirme l'octroi d'une subvention de 500M£ à Tata Steel pour la décarbonation de l'aciérie de Port Talbot

Le gouvernement a [confirmé](#) qu'il verserait une subvention de 500M£ à Tata Steel pour le remplacement des hauts fourneaux de Port Talbot (Pays de Galles) par des fours à arc électrique. La subvention avait été annoncée en 2023 par le précédent gouvernement, mais le gouvernement travailliste qui a pris ses fonctions en juillet avait souhaité que Tata Steel renégocie avec les syndicats les termes du départ des salariés qui perdront leur emploi du fait de la transition vers des fours à arc électrique (environ 2000 suppressions d'emploi, qui devraient principalement prendre la forme de départs volontaires). Le gouvernement estime que les

négociations ont abouti à des conditions financières et à des offres de reconversion plus généreuses que celles qui avaient initialement été proposées aux salariés.

Aéronautique – La startup britannico-américaine ZeroAvia, qui développe un système de propulsion à hydrogène pour des avions de passagers, a [levé](#) 150M£ dans un tour de table de série C, auquel a notamment participé pour la première fois la banque publique d'investissement d'Écosse (20M£). American Airlines et IAG ont également contribué au tour de table.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr